

[http://www.alternatives-economiques.fr/la-revolution-de-la-banque-mobile-e\\_fr\\_art\\_1418\\_74987.html](http://www.alternatives-economiques.fr/la-revolution-de-la-banque-mobile-e_fr_art_1418_74987.html)



Alternatives Economiques n° 353 - janvier 2016



# La révolution de la banque mobile en Éthiopie

Marion Garreau

## **En Afrique subsaharienne, les comptes reliés à un téléphone portable changent la vie des exclus des services financiers classiques.**

Dans des pays encore largement ruraux, où les banques sont implantées uniquement dans les grandes villes et les paiements par carte bancaire quasi inexistant, l'accès à un compte bancaire rattaché à son téléphone portable s'apparente à une révolution. Ce nouveau genre de services est né au Kenya en 2007 et connaît depuis un succès grandissant en Afrique et en Asie. L'Éthiopie, où la population est rurale à 85 %, fait partie des derniers convertis.

Le premier service de paiement mobile du pays, M-Birr (M pour mobile et Birr désignant la monnaie éthiopienne) a en effet été lancé en février 2013. Il est aujourd'hui proposé par cinq organismes de microfinance. Un second service, HelloCash, est actuellement disponible auprès de deux institutions financières, la Lion International Bank et la Somali Microfinance Institution. Et un accord a été passé en mai dernier entre la banque éthiopienne United Bank et la société Times of Money pour le lancement d'un troisième service dans le pays, Movit.

En Éthiopie, ce sont en effet exclusivement des banques qui peuvent proposer les services de paiement mobile, contrairement aux pays voisins, comme le Kenya, où ils sont fournis par les opérateurs de télécommunications : Safaricom était ainsi le premier opérateur à s'être lancé en 2007 avec M-Pesa (*pesa* signifie argent en swahili) qui permet à tout détenteur d'un téléphone portable de souscrire à un compte financier au Kenya.

En Éthiopie, derrière ces nouveaux services, se cachent deux sociétés européennes, l'irlandaise Moss pour M-Birr et la hollandaise BelCash pour HelloCash, qui fournissent à leurs banques clientes la solution technique pour mettre en œuvre le *mobile banking* : la technologie USSD permettant d'effectuer les opérations sans connexion Internet et avec n'importe quel téléphone portable, le stockage des données, un centre d'appels pour l'après-vente, et la formation des agents locaux et des employés de banque.

## **L'accès au *cash***

Le premier service rendu par les comptes mobiles est de faciliter l'accès au *cash* auprès des agents locaux. En Éthiopie, *"il y a encore cinq ans, pour retirer de l'argent, il fallait forcément se déplacer dans une banque, faire tamponner son calepin et obtenir un reçu"*, explique Vince Mountaga Diop, directeur général de BelCash. Les distributeurs automatiques, les ATM (pour Automated Teller Machine), ont fait leur apparition dans le paysage éthiopien il y a trois ans seulement et leur efficacité reste limitée. *"Les ATM ne fonctionnent souvent que trois ou quatre heures par jour"*, témoigne Vince Diop. Après

*20 heures ou passé le samedi après-midi et pour tout le week-end, vous pouvez être sûr qu'ils sont hors d'usage car vides. Et les banques sont elles aussi fermées le soir et le week-end."*

Le paiement mobile révolutionne également le transfert d'argent : auparavant un père de famille devait, pour envoyer de l'argent à son foyer à des centaines de kilomètres de son lieu de travail, soit faire le trajet en bus lui-même, soit donner une enveloppe à un inconnu ou à un proche, en échange d'une bonne commission et avec le risque de voir son contenu s'envoler. Désormais, l'envoi d'un simple texto permet à sa famille de retirer l'argent auprès de l'agent de son village. Même si bien sûr cela a toujours un coût : le client paie la transaction, de l'ordre 4 à 5 birrs, soit 20 centimes d'euros.

Bien que le service soit assuré par des banques, les conditions d'ouverture d'un compte mobile sont souples en Éthiopie : pas besoin de se déplacer dans une agence, elle se fait auprès d'un agent local, sur présentation de sa pièce d'identité et de son téléphone. Mais encore faut-il en avoir un près de chez soi. C'est le cœur de la banque mobile, comme le résume la Kenyane Amolo Ng'weno, qui a supervisé un programme de développement de l'inclusion financière dans son pays : *"Le succès du paiement mobile dépend essentiellement du nombre d'agents qui peuvent faire les opérations de dépôt et de retrait de liquide. Or, cela risque d'être un problème pour l'Éthiopie, car il est plus facile pour les compagnies de télécoms de développer un réseau d'agents que pour les banques. Les premières ont en effet déjà déployé un important réseau de petits magasins pour vendre leurs recharges."*

### **Un potentiel énorme**

A l'heure actuelle, il est possible d'ouvrir un compte M-Birr dans plus de 900 agences bancaires et auprès de 1 000 agents locaux. Le service HelloCash, lui, est pour l'instant déployé par 250 agences bancaires et 500 agents. Cela reste très peu cependant pour couvrir un pays de plus de 94 millions d'habitants et dont la taille équivaut à la France et à l'Espagne réunies, et très en deçà des 90 000 agents locaux déployés au Kenya [1], pays de moins de 45 millions d'habitants. C'est pourquoi ces deux sociétés aspirent à étendre très vite leur maillage territorial.

Vince Diop, le directeur général de BelCash qui soutient les banques utilisatrices du service HelloCash, raconte les opérations de recrutement de nouveaux agents. *"On arrive dans les villages ; on explique ce qu'est la mobile money et on voit avec les marchands si l'un d'eux est intéressé pour être représentant de la banque."* Le potentiel est énorme : *"il n'y a que 10 millions de comptes bancaires ouverts en Éthiopie, mais 34 millions de cartes SIM actives : on a donc un fossé de plus de 20 millions de personnes à combler, et ce chiffre ne devrait cesser de croître car le marché de la téléphonie compte chaque mois environ 800 000 nouveaux souscripteurs"*, explique Vince Diop, qui voit là un marché immense pour sa société et ses banques clientes.

Pour les banques, ouvrir une agence bancaire représente en effet un coût énorme, difficile à amortir hors des grands centres urbains faute de clients suffisants. Pour l'instant, les agents formés pour la gestion des comptes mobiles ne proposent pas d'autres services que les ouvertures de comptes et les transferts de *cash*, mais leur rôle pourrait évoluer. *"A partir du moment où le client a mis un pied dans la banque, on peut lui proposer d'autres produits et services bancaires"*, explique Estelle Brack, professeur d'économie à Paris II. *Un des enjeux aujourd'hui en Afrique, c'est d'installer l'épargne dans la mentalité des gens. Or, la banque mobile telle que l'a instaurée l'Éthiopie est une manière d'amener les particuliers vers les banques."*

Dans le cas où la monnaie électronique ne passe que par les opérateurs de télécoms, comme au Kenya, ce chemin est plus long à parcourir : il aura fallu attendre 2012 pour que Safaricom propose M-Shwari, un produit qui offre des comptes d'épargne et des prêts en partenariat avec une banque. Plusieurs opérateurs, dont la filiale d'Orange au Sénégal, ont d'ailleurs l'intention de demander des agréments bancaires pour

développer ce genre d'activités. Et il est fort probable que les banques locales kenyanes ou d'autres pays se lancent elles aussi dans l'offre de comptes de monnaie électronique dans les années à venir.

Même s'ils sont plafonnés - à 25 000 birrs (soit 1 000 euros environ) en Éthiopie -, les comptes mobiles drainent beaucoup d'argent. Au Kenya, comme dans plusieurs autres pays africains, leur nombre dépasse désormais celui des comptes bancaires traditionnels. Et en 2013, le total des transactions réalisées via M-Pesa, le premier et le plus répandu des services de *mobile money* du pays, a représenté 43 % du produit intérieur brut (PIB) kenyan. Que ces comptes soient gérés par des opérateurs téléphoniques ou des banques change-t-il quelque chose ? Pas vraiment, d'après Amolo Ng'weno : *"Au Kenya, la monnaie n'est pas en dehors du système bancaire. Les compagnies de télécoms ont un compte commun avec une banque, et tout l'argent des comptes mobiles est en réalité rattaché au système bancaire."*

### L'aide sociale sur compte mobile

Autre question : le rattachement des comptes mobiles aux banques inspire-t-il davantage confiance aux entreprises et aux institutions publiques pour réaliser des paiements électroniques ? Pas davantage, toujours à en croire Amolo Ng'weno, qui explique que de nombreuses entreprises paient leurs salariés ainsi au Kenya, et que le versement de programmes sociaux via des comptes mobiles commence à y être testé. En Éthiopie, l'Unicef et la Banque mondiale sont déjà allés frapper à la porte de Moss. Comme l'explique Thierry Artaud, son directeur général, une aide du ministère des Finances est versée depuis janvier 2015 par virement électronique à 13 000 bénéficiaires de la région d'Oromia, et 3 400 personnes bénéficiant d'un programme dépendant de l'Unicef dans la région du Tigré reçoivent désormais leur aide sociale mensuelle sur leur compte bancaire Decsi (l'institution de microfinance de la région du Tigré) M-Birr.

Ce changement est synonyme en particulier de plus grande fiabilité, quand on sait que cet argent était auparavant distribué en liquide... Parmi les bénéficiaires de ces aides, qui s'adressent à des populations particulièrement pauvres, figurent même des personnes dépourvues de téléphone portable. Les allocataires enregistrés peuvent cependant retirer de l'argent auprès des agents M-Birr grâce à un code personnel d'identification. En région Tigré, les bénéficiaires ont même été équipés d'un bracelet à la technologie NFC (Near Field Communication), qui permet à l'agent du village de vérifier avec fiabilité l'identité du détenteur du compte. Des innovations qui montrent que les services bancaires dématérialisés sont en train de changer la vie jusque dans les zones les plus reculées des pays les plus pauvres.

Marion Garreau

*Alternatives Economiques* n° 353 - janvier 2016

#### [...] NOTES

- (1) Voir "Mobile Payments go Viral : M-Pesa in Kenya", par Ignacio Mas and Dan Radcliffe, Fondation Bill and Melinda Gates, mars 2010.